Pour Trump, l'Europe doit financer le militarisme US

Le 16-03-2017

Télécharger ou imprimer au format PDF

Quand Donald Trump a qualifié l'OTAN d'«*obsolète* », il ne voulait pas dire qu'il avait l'intention de sortir de ce pacte militaire mais se décharger de son financement sur les pays membres de l'Europe. Pendant sa campagne électorale, Trump avait évoqué, avec dédain, les 28 membres de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord. Son qualificatif d'« obsolète » a fait naître chez certains l'espoir que le 45e président des USA allait restreindre la participation militaire américaine à l'OTAN, dans le cadre d'un programme de réduction de la belligérance américaine. ***Payez, sinon…*** Voilà ce que Trump voulait dire en réalité...

Le 20 janvier 2017, avec son discours d'investiture, certains ont encore cru que son slogan *« America First »* concernait une reconstruction de la société américaine par la réduction des dépenses militaires, à l'opposé des administrations précédentes.

Le désir de Trump de restaurer des relations normales avec la Russie paraissait conforme avec son peu d'enthousiasme apparent pour l'OTAN et son l'expansion continuelle vers l'Est, provocation envers Moscou.

Certains ont même vu une volonté de Trump d'améliorer les relations USA-Russie. Malheureusement, les espoirs d'une administration américaine plus pacifique et moins militariste s'évanouissent.

Il y a quelques jours, D. Trump a prononcé un discours enflammé devant le Comité d'action politique du parti conservateur, à Washington DC, dans lequel il a déclaré vouloir superviser *« le plus grand renforcement des capacités militaires de l'histoire américaine ».*

« Personne ne va se foutre de nous » a martelé Trump sous les acclamations d'une assistance se battant la poitrine, aux cris de *« USA ! USA ! ».*

Les jours précédents, il a annoncé être prêt à lancer une nouvelle course aux armements nucléaires. Lors d'une interview à l'agence Reuters, il a juré que les États-Unis resteraient toujours *« tête de meute »* en matière de suprématie nucléaire.

« Nous n'allons jamais nous laisser distancer par aucun pays, même si c'est un pays ami. Nous ne

nous laisserons jamais distancer en matière de puissance nucléaire ». Ceci fait suite aux commentaires qu'il aurait faits au président russe, Vladimir Poutine, lors d'une conversation téléphonique en février durant laquelle il a désavoué le nouvel accord de réduction des armes nucléaires NEW START[1], qu'il a traité de *« bad deal »* (« mauvaise affaire ») pour les États-Unis, laissant entendre qu'il avait l'intention de se retirer unilatéralement des engagements pris.

Cette mesure rappelle celle de l'ex président George W.Bush, se retirant unilatéralement du Traité de Réduction des Armes Stratégiques (START)[2] en 2002, retrait qui a toujours des répercussions déstabilisantes sur les relations USA-Russie.

La rhétorique de Trump, *« rendre sa grandeur à l'Amérique »* et *« ne pas imposer notre manière de vivre aux autres »*, est contredite par la pratique du militarisme comme pierre angulaire de la politique américaine.

En réalité, l'économie américaine n'est pas le *« capitalisme de libre échange ».* C'est une économie militaire centralisée et subventionnée par le gouvernement, une sorte d'État providence à l'usage des multinationales depuis au moins la fin de la Seconde guerre mondiale. En effet, les dépenses militaires annuelles des USA s'établissent à 600 milliards de dollars, soit à peu près la moitié de toutes les dépenses gouvernementales. Sans ces sommes gigantesques, payées par les contribuables au complexe militaro-industriel, l'économie américaine s'effondrerait.

Le monstre militaire américain est accro à l'argent public et comme ses prédécesseurs, Trump est donc de plus en plus militariste.

Payez, sinon…

Voilà ce que Trump voulait dire, lorsqu'il parlait d'une OTAN *« obsolète ».* D. Trump a, en effet, affirmé que les Etats-Unis pourraient ne pas défendre systématiquement certains alliés s'ils ne payaient pas davantage.

Les hauts fonctionnaires de l'administration Trump ont donc signifié aux membres européens de l'OTAN, de *« payer, sinon… ».*

De Bruxelles, le secrétaire à la Défense, James Mattis, a averti que l'Amérique *« ne protégerait plus les enfants des Européens »* si leurs gouvernements ne respectaient pas l'engagement précédemment pris d'augmenter leur contribution financière à l'OTAN à hauteur du niveau exigé de 2% de leur PIB.

L'ultimatum a été confirmé par le vice-président Mike Pence à la Conférence sur la Sécurité de Munich. Il a annoncé aux membres européens de l'OTAN qu'ils avaient *« un an »* pour trouver le moyen d'augmenter leurs dépenses militaires.

Mais Mattis et Pence ont été catégoriques sur *« l'indéfectible engagement envers l'OTAN »* du président Trump, réduisant à néant toutes les spéculations sur le peu de confiance qu'il porte à l'organisation.

Escalade en Europe de l'Est

Voilà pour les menaces. Dans la pratique, l'escalade en Europe de l'Est sous commandement US se poursuit de plus belle. Ces dernières semaines, les troupes et les tanks de l'OTAN ont déferlé en

Pologne, en Lituanie, en Lettonie et en Estonie.

Ces derniers jours, après avoir invoqué de loufoques actes subversifs russes à son encontre, le Monténégro a déclaré que le Congrès américain était prêt à ratifier son admission comme 29e membre de l'OTAN.

Ce que Trump a signifié, c'est que le financement de l'OTAN par l'Europe est obsolète. Depuis sa fondation en 1949, les USA ont assumé environ 70% du budget total du pacte.

Seuls cinq membres de l'OTAN – les USA, le Royaume Uni, La Pologne, l'Estonie et la Grèce – contribuent à hauteur de 2% de leur PIB. La contribution moyenne des pays de l'Union européenne est de 1,5%, le budget de l'Allemagne étant le plus bas avec 1,2%.

Les estimations, avec des contributions des pays de l'UE de 2% de PIB, prévoient un accroissement des dépenses militaires de 100 milliards de dollars par an (un sixième des dépenses des Etats-Unis). Bien sûr, cette augmentation des dépenses européennes ira tout droit dans la poche du Pentagone, via des commandes de Fighter jets F16, de tanks Abrams et de prise en charge des troupes US sur le sol européen. De quoi continuer à gaver le complexe militaro-industriel étatsunien.

L'OTAN a toujours été le vecteur de l'interventionnisme US dans le monde et, bien sûr, dans les affaires européennes, c'est-à-dire de la volonté d'imposer l'hégémonie américaine sur l'Europe et particulièrement sur la Russie.

L'économie US est en un si mauvais état chronique – 2 trillons (2 milliards de milliards) de dette et ce n'est pas fini – que sa monstrueuse dépendance au militarisme n'est désormais plus viable pour les contribuables américains.

Quand les Etats-Unis parlent de *« protéger ses alliés »,* c'est au *« racket de protection »* des organisations mafieuses qu'il faut penser.

Et cela n'est pas de bon augure pour la paix du monde, ni pour de meilleures relations entre les USA et la Russie.

Sortir de l'OTAN, vite !

Pour le Pardem, la France doit se retirer immédiatement de l'OTAN, institution militaire dirigée par les États-Unis d'Amérique, chargée d'entretenir une guerre froide permanente contre la Russie et de jouer le rôle de gendarme du monde.

La France doit trouver des alliances avec les pays qui contestent l'hégémonie américaine et, par conséquent, avec la Russie parce que c'est un pays européen avec lequel nous devons chercher des coopérations en nous démarquant du climat antirusse alimenté par les classes dominantes européennes.

Le retrait de l'OTAN doit être total. Il ne s'agit pas simplement de se retirer du commandement intégré (de son vrai nom « comité des plans de défense ») ou du groupe des plans nucléaires comme le fit le général de Gaulle en 1966, mais de rompre toute relation avec l'OTAN et d'arrêter le financement de sa stratégie au service des intérêts étatsuniens.

1 - New START (START pour *Strategic Arms Reduction Treaty*, en russe : *???-III*) est un traité de réduction

des armes nucléaires entre les États-Unis et la Russie signé le 8 avril 2010 à Prague et entré en vigueur le 5 février 2011. Il remplace le Traité de réduction des arsenaux nucléaires stratégiques (SORT) et est censé durer au moins jusqu'en 2021.

2 - SORT Traité de réduction des arsenaux nucléaires stratégiques a expiré en décembre 2012. Il s'agit d'un suivi au Traité de réduction des armes stratégiques (START I) expiré en décembre 2009, et aux traités de réduction des armes stratégiques START II et START III qui ne sont jamais entrés en vigueur.

Pour lire le programme du Pardem :

http://www.pardem.org/programme/programme-complet-du-pardem/ii-reconquerir-la-souverainete-politique-militaire-et-diplomatique-de-la-France

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire